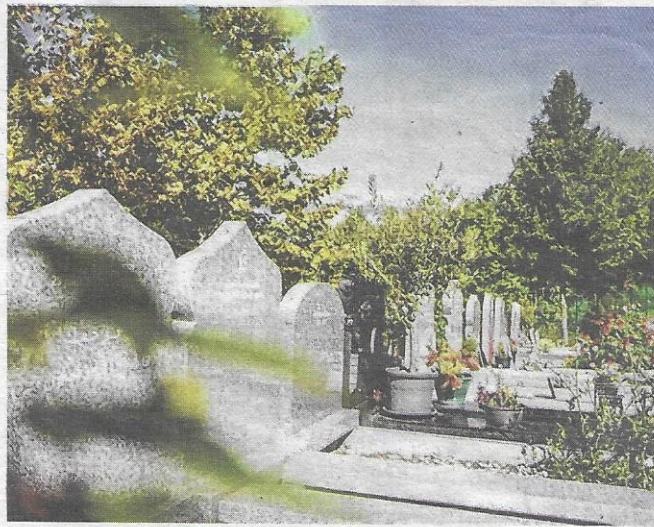


# Carrés musulmans : un manque de places et un « appel aux maires »

Trop peu de carrés musulmans pour faire face à la demande sur l'agglomération grenobloise, c'est l'alerte lancée par Christophe Ferrari, maire du Pont-de-Claix et président de la Métropole. Qui invite les maires « à se saisir de la question » rapidement.

Ce n'est pas le président de Grenoble Alpes Métropole qui parle mais le maire du Pont-de-Claix. Christophe Ferrari est un maire « perturbé » par un sujet sur lequel il dit éprouver « une forme de lassitude » et même « une forme de malaise » dès lors qu'il se trouve face à des familles de confession musulmane, frappées par le deuil, auxquelles il doit dire « non ». « Non » à leur souhait de voir l'un des leurs enterré selon le rite musulman dans un des deux cimetières de la commune disposant d'un carré confessionnel. « J'en ai marre de ne pas pouvoir donner une réponse positive à ces familles dans la douleur. Cela ne me convient pas particulièrement d'être dans ce rôle-là mais je ne peux pas faire autrement », dit-il.

Depuis quelques mois, ses élus, ses services et lui-même reçoivent jusqu'à « deux demandes par semaine » provenant de personnes dites extérieures. Un phénomène grandissant, accentué depuis la période Covid avec des rapatriements au pays qui ne pouvaient se faire, qui a au-



Au cimetière intercommunal de Poisat qui comprend un carré musulman. Photo Le DL/Clara Goubault

jour d'hui atteint ses limites. « Les 30 places créées dans notre carré en 2008 ont été vendues en 11 ans ; les 30 autres réalisées en 2019 l'ont été en trois ans et là, sur la dernière tranche libérée en 2022, il reste très peu de places. » Un rythme élevé, « jamais vu auparavant », que Christophe Ferrari explique par une évolution sociétale « majeure » : « La volonté des défunts d'être inhumé en France » qui, selon lui, témoigne « d'un attachement au pays ». Et ça, « c'est un symbole fort ».

### « Le système est en train de s'emballer »

Dans une agglomération où, au-delà du cimetière intercommunal de Poisat « plein »,

seules cinq communes (Grenoble, Saint-Martin-le-Vieux, Saint-Égrève, Le Pont-de-Claix et Échirolles) ont un carré confessionnel, l'élu, qui ne veut « se fâcher avec personne », prévient : « Le phénomène s'accélère et il faut que des réponses soient apportées. Cela va devenir un vrai problème. Le système est en train de s'emballer. J'invite les maires, alors que nous approchons de séquences électorales, à mesurer la pression qu'il va y avoir et à se saisir de la question qui est tout sauf un sujet de laïcité ». Au nom aussi de la communauté musulmane dont il estime qu'elle doit « être écoutée et entendue ». « Au-delà de la question de l'inhumation, du rituel associé et du champ des croyances, il y

« J'en ai marre de ne pas pouvoir donner une réponse positive à ces familles dans la douleur. »

Christophe Ferrari, maire du Pont-de-Claix

a aussi la question de l'apaisement des familles et du respect des volontés du défunt. Je considère que l'on doit pouvoir être enterré où on le souhaite », dit-il.

Mais que faire faute de carrés musulmans dans l'agglomération ? S'il y a « peut-être » un « sujet national », la compétence, martèle-t-il, est communale. « La solution peut passer par des reprises de concessions, des possibilités d'extension et d'évolution des cimetières. Ce n'est pas simple mais gouverner, c'est prévoir. » Et la Métropole ? « Elle a déjà agi avec Poisat. On ne peut pas résoudre un problème qui est d'abord le sujet des maires. »

Au Pont-de-Claix, s'il reste encore de la place, elle est réservée aux habitants ou aux personnes pouvant établir un lien avec le territoire. Et « nous n'en dérogeons pas », dit-il. « Si je disais oui, quelle serait la limite ? Si je disais oui, toutes les demandes convergeraient ici et c'est une forme de pression sur mes services que je ne peux pas non plus accepter. »

● Ganaële Melis

## « Nous sentons bien que le sujet est sensible »

Abdelkarim gère les Pompes funèbres musulmanes Djennah à Grenoble et confirme la tendance. « Il y a cinq ans, 5 à 10 % des familles émettaient le souhait que leurs défunts soient inhumés ici. Aujourd'hui, ce pourcentage s'élève à plus de 40 % ». Et dans une agglomération ne comptant qu'une (maigre) poignée de carrés confessionnels, ça coince forcément. « Nous sommes les premiers interlocuteurs des familles quand un décès survient. Leur dire que nous n'avons pas la solution souhaitée par le défunt, c'est terrible », dit-il. Conséquen-

ces : au-delà de « la volonté non respectée du défunt », le rapatriement dans le pays d'origine est organisé « à contrecœur » ou alors « les familles s'arrangent entre elles » et « essaient de mettre deux cercueils dans une concession ». Selon les cas, et c'est plus rare, certaines familles acceptent de ne pas répondre aux exigences du rituel (avec des tombes tournées vers la Mecque) voire inhumant leurs défunts en dehors des carrés. Une situation « exceptionnelle » qui révèle « l'urgence » de la situation. « Si toutes les communes de l'agglomération

nous donnaient entre cinq et dix places, nous pourrions nous en sortir mais nous n'en sommes pas là. Nous sentons bien que le sujet est sensible », dit-il.

Un sentiment partagé par Riadh Azouni, membre du bureau exécutif du Conseil des imams de l'Isère, en charge notamment du comité des rites mortuaires. Après la période Covid, il est allé à la rencontre de plusieurs maires et a envoyé courriers et mails pour réclamer des carrés confessionnels. « À chaque fois, je me suis heurté à des fins de non-recevoir, certains n'ont même pas

voulu nous recevoir. On sent bien que c'est compliqué. Parfois, on nous dit qu'il ne reste aucune place dans les cimetières mais quand on va sur place, ce n'est pas trop ce que nous voyons », regrette-t-il. Non sans évoquer « la double peine » pour les familles et ce sentiment « de bricoler » qui « ne satisfait personne ». Et de formuler un souhait : « Nous ne voulons pas opposer les communes les unes aux autres. Nous souhaitons juste, sur un sujet aussi important que la mort qui nous concerne tous, trouver une solution ».

● G.M.